

De faux sites d'infos régionales

Des centaines de faux sites d'informations générés par l'intelligence artificielle ont surgi sur Internet, soupçonnés d'être des outils d'ingérence russe avec, en point de mire, les prochaines élections municipales en mars 2026. Nous sommes partis sur leurs traces à Épinal, Nancy, Metz, ou Dijon, où certains revendiquent avoir leur siège social.

Il s'intitulent Vosges-en-ligne, Flash Bourgogne-franche-comté, Actualités Maintenant, Écho Rhône-Alpes... À l'approche des élections municipales de 2026, de prétendus sites d'informations tentent une percée spectaculaire sur la toile en s'installant cette fois dans toutes les régions, avec pour certains des plateformes à l'apparence locale.

Des sites 100 % IA qui exploitent nos peurs

C'est ce que révèle le rapport d'un groupe de recherche américain sur la cybersécurité, Insikt, qui dénombre l'existence de 141 nouveaux faux sites d'infos français créés entre janvier et juin 2025.

Parmi eux, deux sites prétendent basés dans les Vosges ont tout particulièrement retenu notre attention : vosges-en-ligne.fr et franceavanttout.fr. Deux sites simples d'accès qui reprennent, c'est à s'y méprendre au premier regard, les codes visuels et éditoriaux de la presse régionale.

Mais quand on s'y attarde un peu, on s'aperçoit rapidement que tout est faux. À commencer par ces articles entièrement générés par l'intelligence artificielle (IA). Nous en avons soumis certains à des sites détecteurs d'IA, un test qui a confirmé qu'aucun journaliste n'était derrière ces contenus.

Les faux articles diffusés dans les Vosges ou ailleurs suivent toujours le même schéma : faits divers exagérés, rumeurs sur des agressions, mises en scène de tensions inexistantes, fausses alertes d'insécurité, accusations contre l'État ou les institutions... Chaque sujet, souvent lié à la vie quotidienne – services publics fragiles, difficultés médicales, inquiétudes économiques, devient une opportunité de semer le doute et la colère. Tout est calibré pour provoquer une réaction émo-

tionnelle : indignation, peur, méfiance, rejet. Ces sites exploitent les peurs, amplifient les frustrations et caricaturent la réalité pour servir des objectifs politiques qui n'ont rien à voir avec le quotidien.

Des sièges sociaux bidon

Des experts les soupçonnent d'être des chevaux de Troie de puissances étrangères désireuses de déstabiliser nos démocraties, ou encore de diffuser des *fake news* dans le but de discréditer le régime ukrainien.

Autre fait suspect observé, les mentions légales, droits réservés que l'on peut observer tout en bas de la page d'accueil. Prenons l'exemple de vosges-en-ligne.fr. Comme pour toute autre entreprise, il est fait mention de l'éditeur du site, d'un numéro de Siret, de l'hébergeur, de l'adresse du siège social ou même des noms des directeurs de publication ou du rédacteur en chef. Pourtant, derrière l'illusion, aucune rédaction identifiée, aucune adresse, aucun journaliste. Impossible de trouver également une inscription au registre du commerce pour

tant nécessaire à toute activité. Tout n'est qu'illusion et relève du virtuel.

Pour nous rendre compte de visu de l'entourloupe, nous nous sommes même rendus à Épinal aux adresses qui serviraient de siège social aux sites « vosgiens » visés par notre enquête, en l'occurrence au 3, rue Galtier pour le premier nommé et au 12, rue d'Olima pour le second.

Sur place, rien à signaler, aucune trace d'une quelconque existence. Certes, les deux lieux (le premier actuellement fermé est en vente) sont réservés à du *coworking* ou à de l'hébergement d'entreprises. Mais aucune référence, ni boîtes aux lettres dédiées aux deux fameux sites et aux sociétés qui les chapeauteraient.

Contactée par téléphone, une des deux propriétaires, Cécile Giraud, en reste pantois : « Ils ne manquent tout de même pas d'air. Je n'en ai jamais entendu parler de ce site, ni jamais eu de contact avec la moindre personne à ce sujet. »

Nous avons également tenté de joindre les dirigeants et prétendus rédacteurs en chef à plusieurs reprises via leur

adresse mail ou les numéros indiqués sur le site. Sans plus de succès.

Des sites désactivés

Vérifications faites, d'autres faux sites d'infos affichent en ligne des domiciliations fictives dans des espaces de *coworking* ou des bureaux partagés situés à Metz (Actualités Maintenant), Strasbourg (Éclair Info, Analyse Actus), Dijon (Flash Bourgogne-Franche-Comté, Miroir de la France), Lyon (Écho Rhône-Alpes) où leur présence est purement virtuelle. C'est le cas aussi à Nancy, où nous nous sommes rendus aux adresses supposées des sièges sociaux de trois sites. Aucune trace sur place d'un quelconque site d'info...

Le 21 novembre, alors que notre enquête touchait à sa fin, quelques-uns des 141 faux sites d'infos pointés par les chercheurs d'Insikt, ont été mystérieusement désactivés et n'étaient plus accessibles... C'était le cas par exemple de Vosges-en-ligne.fr et d'ActuDirect.fr.

● Enquête de Sébastien Colin et Christophe Gobin

Analyse / La presse locale, cible de choix des hackers russes

On le sait désormais, sur ce champ de bataille qu'est l'information, la France a bel et bien une cible dans le dos. Et sa presse régionale en fait les frais... S'appuyant sur un rapport de l'entreprise américaine de cybersécurité Recorded Future, Reporters sans frontières (RSF) dévoile les ressorts d'une vaste campagne de désinformation menée en France à partir de faux sites d'information « imitant des codes graphiques de médias d'information de la presse régionale et nationale françaises ».

Sud-Ouest Direct, Actu Directe, Normandie Actus Infos... En détournant parfois les noms de véritables journaux, ces sites web empruntent surtout leur apparence et leurs rubriques, donnant l'illusion à l'internaute d'être sur un site d'information régionale tout à fait classique. Pourtant, ils sont truffés d'informations largement exagérées voire complète-

ment mensongères, flirtant avec de nombreuses théories du complot.

CopyCop, un réseau d'influence russe

« Nous avons intégré les faux sites identifiés par Recorded Future, soit 141 au total, dans nos outils de veille afin de savoir s'ils sont toujours en activité. D'une part, 85 d'entre eux sont encore et toujours en activité, mais, d'autre part, leur production s'intensifie », nous précise Vincent Berthier. Avec son équipe, le responsable du bureau technologies et journalisme de RSF a identifié pas moins de 13 900 articles publiés depuis février 2025, dont 5 138 depuis le 18 octobre. D'après le groupe de recherche américain Insikt, ces cyber activités malveillantes sont le fait d'un réseau d'influence russe intitulé CopyCop, plus connu sous le nom Storm-1516. Celui-ci serait dirigé par un ancien shérif américain, John Mark



Les faux sites copient l'apparence et le rubriquage de médias existants. Captures d'écran

Dougan, devenu agent d'influence au service du Kremlin.

Pour Vincent Berthier, cela ne fait aucun doute que l'augmentation du débit de production d'articles par ces faux sites est étroitement liée à la perspective des élections municipales, prévues les 15 et 22 mars 2026. « On l'analyse évidemment sous cet angle. Le maillage de la presse régionale est vital et ce sont des

institutions qui ont la confiance de leurs lecteurs. Cela en fait une cible de choix dans le cadre de la guerre informationnelle menée par la Russie ». Début novembre, la directrice générale de la Sécurité intérieure, Céline Berthon, a confirmé que le risque d'ingérence russe dans les élections existe bel et bien.

S'il est difficile de le vérifier, les contenus de ces faux sites

« portent la marque de l'IA générative » d'après le responsable de RSF. Erreur de traduction, débit de production, contenu de faible qualité...

Cette stratégie a un objectif double : déverser massivement le narratif de Moscou auprès des citoyens européens, mais également « semer le doute envers les médias et fausser l'accès à l'information fiable ». C'est la raison pour laquelle RSF plaide pour « renforcer la visibilité du journalisme, en particulier sur les réseaux sociaux et dans les outils émergents comme les chatbots » en appelant les entreprises du numérique, dont OpenAI (ChatGPT), à intégrer la Journalism Trust Initiative (JTI), une norme internationale pour « l'engagement en faveur de la transparence, de l'éthique et de la fiabilité ». Le groupe EBRA, auquel appartient votre journal, est labellisé JTI depuis 2023.

● Kevin Nectoux

orchestrés depuis l'étranger



Zoom ► Un faux site en quelques heures, pour une dizaine d'euros

Soucieux de rester anonyme, ce spécialiste en cybersécurité que nous appellerons Gaëtan – un prénom d'emprunt – nous dévoile les coulisses d'une société entièrement virtuelle comme le site vosges-enligne.fr.

« Dans un premier temps, il suffit de créer un site web avec l'aide de l'intelligence artificielle (IA). Ce site, il faut ensuite l'héberger dans un data center souvent basé dans un pays européen qui loue un serveur moyennant environ 4,50 € par mois. Dans le cas précis, selon le registre de l'ICANN (autorité de régulation des noms de domaines sur internet), il s'agit du centre Icn networks basé en Islande, plus précisément à Reykjavik. Ensuite, il convient de trouver un référencier en mesure de fournir un nom de domaine à exploiter que l'on enregistre pour 7,20 €. Le nom est renouvelé chaque année pour 28,78 €. Dans le cas présent, contrairement à ce qui est indiqué sur leur site, il s'agit de TLD registrar solutions à Londres. Et ensuite le site est fonctionnel. » Bref, en moins de quelques heures et pour seulement une dizaine d'euros, le tour est joué.

■ S.C.

« Créer de la confusion dans l'esprit du lecteur »

Questions à ►

Elle Tenenbaum, directeur du centre des études de sécurité à l'Institut français des relations internationales (Ifri)

Quel est l'intérêt pour une puissance étrangère de créer de faux sites d'infos locales français ?

« La presse locale touche un public plus large et renvoie une image de confiance liée à la proximité avec le lecteur. Elle permet aussi de glisser des informations manipulées ou fausses au milieu d'autres qui peuvent être vraies ou vraisemblables. Cela crée de la confusion dans l'esprit du lecteur qui, après un certain temps, ne saura plus quoi penser. Comme l'écrivait Han-



nah Arendt : « Si tout le monde vous ment en permanence, la conséquence n'est pas que vous croyez les mensonges, mais plutôt que personne ne croit plus rien [...] Et un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut plus se décider ». »

Comment peut-on être sûr qu'il y a la main de Moscou derrière ?

« L'attribution est un travail

ardu dans le cyberspace et le Kremlin en a passé maître dans l'art de sous-traiter sa propagande à diverses officines. Certains ne savent même pas pour qui ils travaillent. Toutefois, de nombreux journalistes d'investigation et le Service de vigilance et protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginnu) ont largement documenté l'explosion des activités liées à la Russie depuis 2022 contre la France qui est devenue une cible de choix du fait de son poids en Europe, de sa position ferme sur le dossier ukrainien. C'est une campagne de grande ampleur et organisée. »

Depuis quand la Russie s'est-elle lancée dans la désinformation à grande échelle ?

« Les activités russes de manipulation de l'information sont une tradition ancienne qui remonte à l'Union soviétique, voire au régime tsariste (sa police secrète, l'Otkhrana, était friande de faux documents). Avec le durcissement du régime de Vladimir Poutine en 2012 et l'irruption massive des réseaux sociaux, les services russes ont développé de nombreuses techniques de guerre informationnelle dans le cyberspace. L'ingérence dans l'élection américaine de Donald Trump en 2016, largement documentée par le FBI, a été leur première grande opération. Depuis 2022, les acteurs se multiplient pour diversifier les modes d'action et les cibles. »

■ Propos recueillis par C.G.

Et aussi ► Ingérence au profit de la Russie, 3 personnes écrouées

Trois personnes ont été mises en examen et écrouées à Paris dans le cadre d'une enquête sur la fondatrice franco-russe d'une association, SOS Donbass, suspectée d'espionnage économique et d'ingérence au profit de la Russie. L'un des mis en examen, un Russe de 40 ans, a été reconnu en train de coller début septembre des affiches à la gloire de la Russie sur l'Arc de Triomphe. Il en a ensuite rendu compte à la fondatrice de l'association, une femme de 40 ans soupçonnée par le contre-espionnage français d'avoir approché des cadres d'entreprises françaises pour obtenir des renseignements économiques.